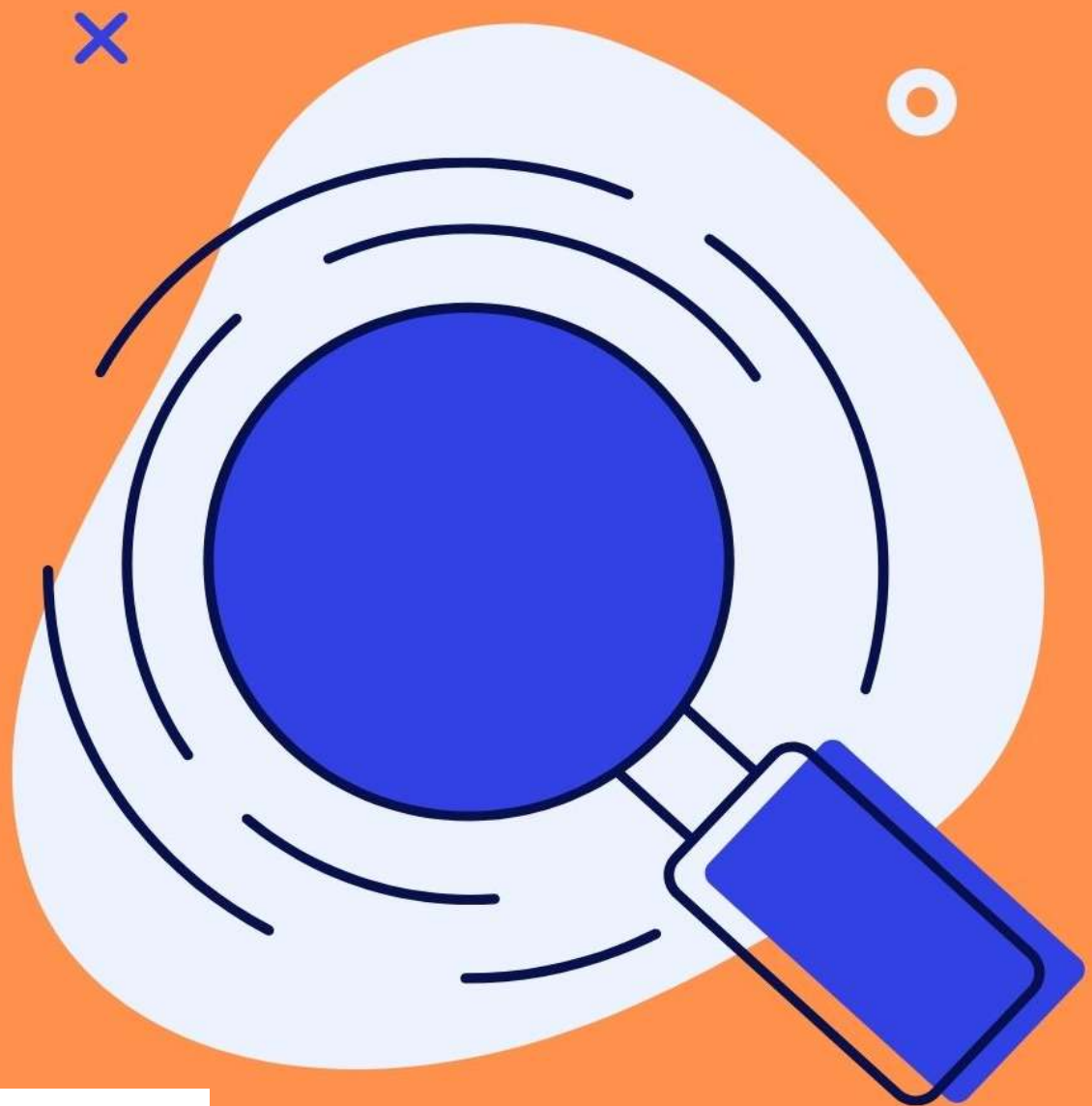


Guide de connaissance de vos droits



Produit par Migrants 'Rights Network

Contributeurs: Against Borders for Children, Doctors of the World UK, Focus on Labour Exploitation (FLEX), Liberty, Migrants at Work, Migrants 'Rights Network (MRN), Open Rights Group, Project 17, Victim Support, Welsh Refugee Council

Remerciements à: Emma Gardiner, Jean Demars, Joint Council for the Welfare of Immigrants (JCWI), StopWatch, Stop Hate UK

Traduction: Garrett P. Loehr

Glossaire

Leave to remain (Congé de séjour): terme technique pour une personne autorisée à séjourner au Royaume-Uni par le Home Office

Leave to enter: terme technique pour une personne autorisée à entrer au Royaume-Uni par le Home Office.

Undocumented (Non documenté): terme général pour décrire une situation dans laquelle une personne n'a pas l'autorisation de rester ou de partir pour entrer au Royaume-Uni.

Introduction

Nous avons rédigé ce guide pour tous les migrants vivant au Royaume-Uni, y compris ceux sans papiers et ceux qui tentent de régulariser leur statut d'immigration, y compris les demandeurs d'asile. Ce guide a pour but de vous aider à comprendre vos droits dans une situation où les règles d'immigration changent régulièrement. Il est également utile pour toute personne qui ne peut pas prouver qu'elle est britannique ou qu'elle a une autorisation de séjour illimitée, par exemple si vous n'avez pas de passeport ou de documents d'immigration. D'autres migrants, y compris ceux de l'Union européenne, les réfugiés et ceux qui ont un congé limité le trouveront également utile. Ces dernières années, le gouvernement a

rendu plus difficile pour tous les migrants de vivre leur vie sans craindre les contrôles d'immigration et la menace d'expulsion ou de renvoi du pays. Le gouvernement espère que cela obligera beaucoup de personnes à quitter le Royaume-Uni. Ils veulent également décourager d'autres personnes de venir au pays.

Que fait le gouvernement?

- Il essaie d'empêcher les sans-papiers de faire les choses quotidiennes dont ils ont besoin pour mener une vie normale ; travailler, avoir un compte bancaire, conduire une voiture, louer une maison
- Il demande également à certains migrants de payer à l'avance les soins médicaux, sauf en cas d'urgence (voir la section détaillée sur la santé)
- Il demande aux médecins, aux infirmières, aux banques, aux propriétaires, aux employeurs de vérifier les documents des personnes
- Le ministère de l'Intérieur obtient parfois des informations d'autres départements gouvernementaux pour retrouver les migrants sans papiers.

Qui a produit le guide et pourquoi ?

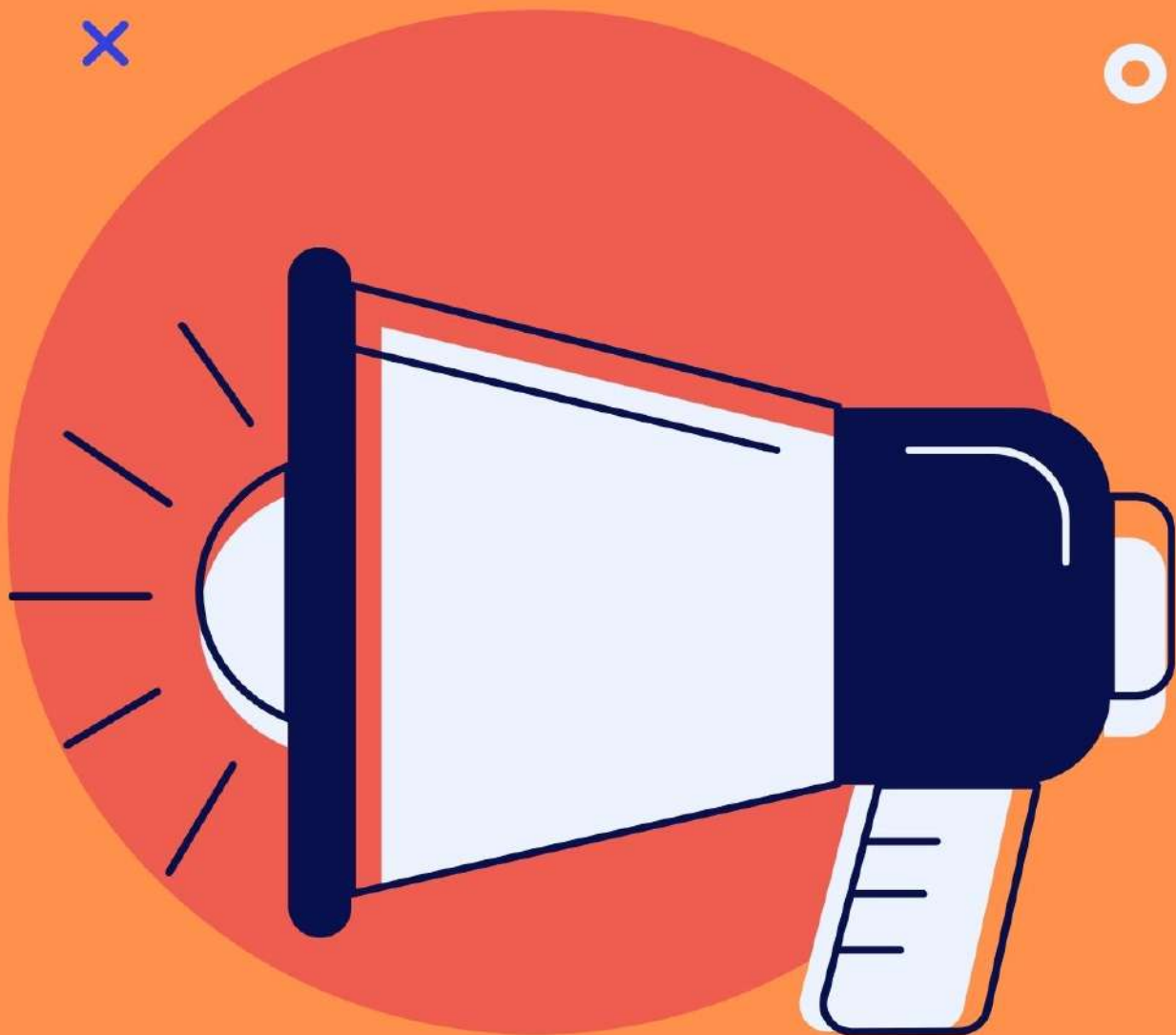
Toutes les organisations mentionnées en première page se sont réunies pour rédiger ce guide parce que nous existons pour défendre et promouvoir les droits de tous les migrants.

Nous espérons que cela vous aidera à comprendre comment la loi vous affecte et ce que vous pouvez faire.

Pour chaque section, nous expliquons :

- Quels sont vos droits
- Comment les modifications de la loi peuvent vous affecter
- Ce que vous pouvez faire si vous faites face à des défis
- Où vous pouvez obtenir de l'aide et des conseils

Bancaire



Qu'est-ce qui se passe?

Les banques et les sociétés de construction ne sont pas autorisées à ouvrir des comptes pour les personnes qui n'ont pas l'autorisation d'entrer * ou de quitter pour rester * au Royaume-Uni.

Si une banque ou une société immobilière refuse de vous laisser ouvrir un compte bancaire, elle doit vous dire pourquoi.

Depuis le 30 octobre 2017, les banques et les sociétés immobilières doivent procéder à des contrôles d'immigration de tous les clients tous les 3 mois. S'ils découvrent que vous pourriez être au Royaume-Uni sans autorisation, ils doivent en informer le Home Office.

Si cela se produit, le Home Office peut:

- Demandez à un tribunal de geler votre compte, ce qui signifie que vous ne pourrez pas utiliser votre compte pendant un certain temps.
- Faites fermer votre compte par la banque.

En mai 2018, le gouvernement a suspendu la clôture des comptes bancaires. On ignore si la clôture des comptes bancaires a repris depuis. Cependant, les banques effectuent toujours des contrôles d'immigration sur tous les comptes tous les trois mois et informent le Home Office des comptes qui, selon elles, appartiennent à des personnes au Royaume-Uni sans autorisation.

Y a-t-il des exceptions pour l'ouverture de nouveaux comptes bancaires?

Si le Home Office décide qu'il y a une bonne raison pour laquelle vous ne pouvez pas quitter le Royaume-Uni, ce qu'ils appellent une "barrière légitime" pour quitter le Royaume-Uni, vous pouvez être autorisé à ouvrir un compte bancaire même si vous n'avez pas l'autorisation de rester ou de partir. entrer.

Le Home Office n'a pas défini ce qu'est une «barrière légitime». Vous devriez obtenir des conseils juridiques avant de contacter le Home Office.

Que puis-je faire si une banque fait une erreur?

Si vous pensez être légalement présent au Royaume-Uni ou s'il existe une autre raison pour laquelle vous devriez être autorisé à détenir un compte bancaire, vous devez déposer une plainte directement auprès du Home Office. Vous devriez obtenir des conseils juridiques avant de faire cela.

Si votre banque gèle votre compte, vous avez le droit de faire appel, mais vous devriez demander un avis juridique avant de le faire.

Que devrait faire une banque en cas d'erreur?

Si vous avez la preuve que vous devriez être autorisé à ouvrir un compte et qu'une banque refuse d'ouvrir un compte pour vous, elle doit contacter le Home Office. La preuve peut être votre passeport, votre permis de séjour biométrique ou un autre document indiquant que vous avez le droit de rester au Royaume-Uni. Si la banque refuse de contacter le Home Office même après que vous lui ayez montré l'un de ces documents, vous devriez demander un avis juridique avant de contacter vous-même le Home Office.

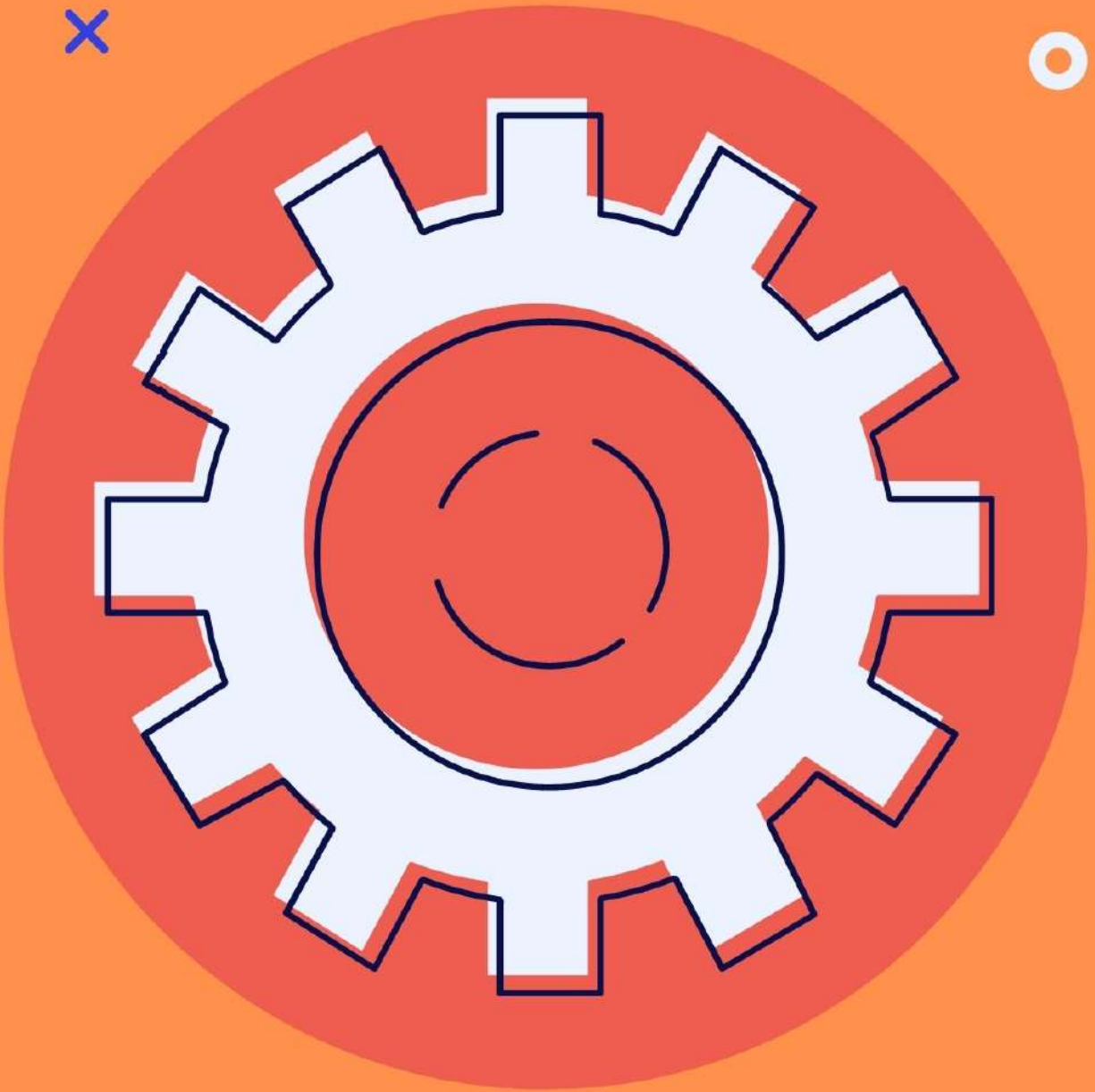
Si votre banque ferme votre compte et que vous fournissez la preuve que votre compte ne doit pas être fermé, votre banque doit contacter le Home Office à propos de votre compte.

Pour plus d'informations et d'assistance:

Appelez **Migrants 'Rights Network** au 0208123 6021 ou 020 7424 7386 ou 07534 488696

Du lundi au vendredi de 9h30 à 17h30 ou par e-mail:
info@migrantsrights.org.uk

Conduite



Qu'est-ce qui se passe?

Depuis 2014, l'Agence des permis de conduire et de véhicules (DVLA) n'est pas autorisée à vous donner un permis de conduire si vous n'êtes pas `` légalement résident " au Royaume-Uni. Ceci s'applique à toutes les personnes qui n'ont pas l'autorisation de rester * ou de quitter pour entrer *.

Le DVLA peut révoquer (annuler) votre permis de conduire s'ils pensent que vous n'êtes pas au Royaume-Uni avec autorisation.

Le DVLA n'a pas à vous informer s'il annule votre licence. Cela signifie que vous ne découvrirez peut-être pas que vous conduisez illégalement avant d'être arrêté par la police.

Quels sont les pouvoirs de la police?

La police a déjà le pouvoir d'arrêter les conducteurs pour quelque raison que ce soit. Cela signifie qu'ils ont le droit de vous arrêter même s'ils ne pensent pas que vous avez fait quelque chose de mal.

Si vous êtes arrêté par la police pendant que vous conduisez, ils peuvent exiger de voir les documents suivants:

- Permis de conduire
- Certificat d'assurance
- Certificat MOT.

Si vous n'avez pas ces documents avec vous, vous devez les apporter au poste de police dans les 7 jours. Si vous ne les emmenez pas au poste de police dans les 7 jours, vous enfreignez la loi et vous pourriez être traduit en justice.

Les agents de police peuvent également vous demander de passer un alcootest pour voir si vous avez bu de l'alcool. Si vous refusez de passer un alcootest, vous enfreignez la loi et vous pourriez être poursuivi en justice.

Si un policier pense que vous n'avez pas d'assurance, il emporte parfois votre voiture jusqu'à ce que vous puissiez prouver que vous avez une assurance.

Que dois-je dire si je suis arrêté?

Vous n'êtes pas obligé de répondre aux questions des policiers sur votre statut d'immigration.

S'ils les demandent, vous devez indiquer à la police votre nom, votre adresse et votre date de naissance. Vous devez également leur indiquer le nom et l'adresse du propriétaire du véhicule. Si vous refusez de répondre à ces questions, vous enfreignez probablement la loi et vous pourriez être poursuivi en justice.

Si un policier pense que vous avez commis une infraction plus grave, il pourrait décider de vous arrêter. Si tel est le cas, la police fait la déclaration suivante: «Vous n'avez rien à dire, mais cela peut nuire à votre défense si vous ne mentionnez pas, lorsque vous êtes interrogé, quelque chose sur lequel vous vous fondez plus tard au tribunal. Tout ce que vous dites peut être donné en preuve. Ils vous conduiront ensuite généralement à un poste de police. Au poste de police, vous avez le droit de demander à voir un avocat gratuitement, ou d'en parler au téléphone. Demandez toujours un avocat: ne vous laissez pas décourager par la police de voir un avocat. Ne parlez jamais à la police à moins que votre avocat ne vous le conseille.

Puis-je vérifier si ma licence a été révoquée?

Affichez ou partagez vos informations de permis de conduire: www.gov.uk/view-driving-licence

Par téléphone: 03000083 0013 du lundi au vendredi de 8h à 19h le samedi de 8h à 14h

Puis-je faire appel d'une décision de révocation de mon permis de conduire?

Vous pouvez faire appel devant une Magistrate's Court contre l'annulation de votre licence.

Vous n'êtes pas autorisé à faire valoir que vous auriez dû obtenir l'autorisation d'entrer ou de rester à ce moment-là.

Vous n'êtes pas autorisé à faire valoir que vous avez obtenu l'autorisation d'entrer ou de rester depuis.

>>> Liberté 0845 123 2307/020 3145 0461

Du lundi au jeudi: de 18h30 à 20h30

Mercredi: 12h30 - 14h30

Éducation



Chaque enfant au Royaume-Uni jusqu'à l'âge de 16 ans a droit à une éducation, quel que soit son statut d'immigration.

Qu'est-ce qui se passe?

Depuis 2016, dans le cadre du recensement scolaire, les écoles ont été tenues par le Département de l'éducation de recueillir la nationalité et le pays de naissance des enfants âgés de 5 à 19 ans. En avril 2018, à la suite d'une campagne de deux ans et d'une action en justice, le Département for Education a déclaré qu'il n'était plus nécessaire aux écoles de collecter ces informations. Cependant, il dit qu'il ne supprimera pas les informations collectées entre 2016 et 2018.

L'école de votre enfant ne devrait plus demander sa nationalité ou son pays de naissance. S'ils le font, vous avez le droit de dire non.

D'autres informations personnelles collectées lors du recensement scolaire (adresse du domicile par exemple) sont stockées dans la base de données nationale des élèves. Ces informations peuvent être partagées avec le Home Office s'il tente de vous retrouver.

Pourquoi c'est un problème?

Chaque mois, le ministère de l'Intérieur demande des informations collectées par le biais du recensement scolaire pour commencer à réexaminer les familles qui pourraient se trouver au Royaume-Uni sans *autorisation de rester* *. Le ministère de l'Intérieur peut demander au ministère de l'Éducation de vérifier dans la base de données les adresses de personnes spécifiquement nommées.

Quels sont mes droits et les droits de mes enfants?

Les parents sont tenus de remplir le formulaire de recensement. Cela signifie que vous devez fournir une adresse personnelle à l'école.

Les écoles ne devraient pas demander aux enfants leur nationalité ou leur pays de naissance.

Ni vous ni votre enfant ne devriez avoir à vous demander le passeport ou les documents d'identité de vos enfants.

Si vous craignez que les informations sur la nationalité et le pays de naissance de vos enfants soient toujours détenues par le gouvernement, vous pouvez déposer une plainte. Contactez les écoles ABC ou Liberty si vous souhaitez faire cela.

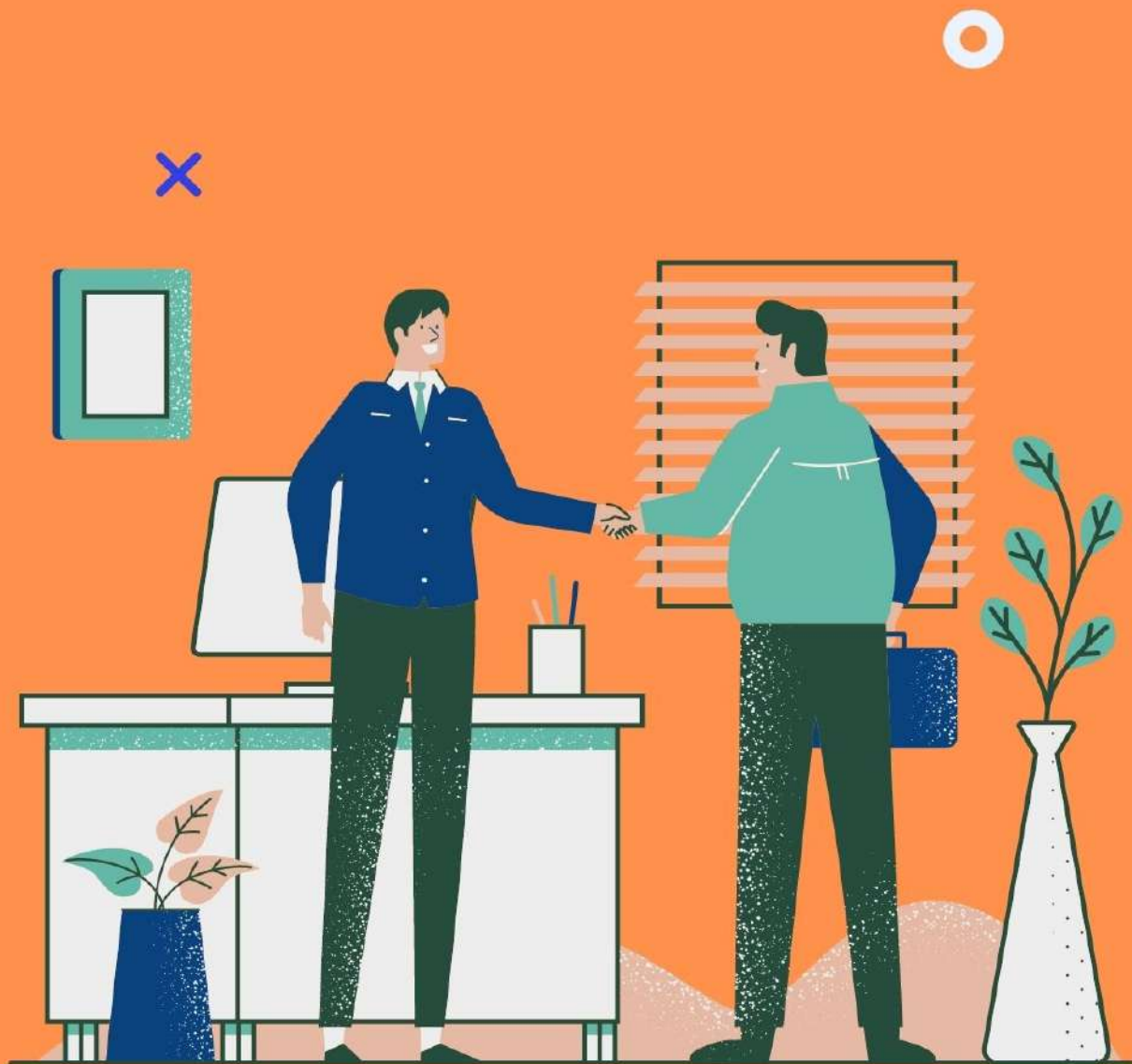
Si vous craignez que l'adresse de vos enfants soit partagée avec le Home Office afin qu'ils puissent vous retrouver ou retrouver un membre de votre famille, vous pouvez peut-être intenter une action en justice. Contactez Liberty si vous souhaitez des informations à ce sujet.

>>>> Contre les frontières pour les enfants (ABC des écoles)

www.schoolsabc.net

>>>> ou contactez le service **Liberty Advice and Information** . Pour plus de détails sur les horaires d'ouverture de la ligne Liberty Advice: <https://www.libertyhumanrights.org.uk/advice-and-information/contact-us/>

Emploi



Il est illégal d'employer une personne qui n'a pas l'autorisation de travailler au Royaume-Uni. Il est également illégal de travailler si vous n'êtes pas autorisé à le faire. Les employeurs doivent vérifier les documents de leurs employés.

Qu'est-ce qui se passe?

Les agents d'immigration sont autorisés à entrer dans les locaux autorisés sans mandat ni autorisation écrite pour vérifier si les personnes qui y travaillent ont le droit de travailler.

Les locaux autorisés sont:

- Lieux vendant de l'alcool, par exemple pubs, bars, clubs, restaurants et hors-licence
- Endroits vendant des rafraîchissements tard dans la nuit. Cela signifie des plats chauds ou des boissons chaudes entre 23h et 5h du matin, même si elles ne sont pas consommées sur place. Exemples: cafés, restaurants, plats à emporter
- Lieux de divertissement, notamment: théâtres, cinémas, événement sportif en salle, boxe, salles de concert, clubs
- Clubs sociaux, sportifs ou politiques.

Les sanctions pour les employés et les employeurs qui enfreignent la loi ont récemment été augmentées.

Quels contrôles dois-je effectuer avant d'employer quelqu'un?

Il y a trois étapes que vous devrez suivre pour vérifier si quelqu'un a le droit de travailler:

1. Demandez-leur leurs pièces d'identité (par exemple, passeport).
2. Vérifiez que les documents sont valides en leur présence.
3. Faites des copies des documents et conservez-les en toute sécurité. Vous devez également enregistrer la date à laquelle les chèques ont été effectués et le nom de la personne qui a effectué le chèque.

La loi stipule que les employeurs doivent faire et enregistrer ces chèques. Mais vous n'avez pas à coopérer avec les agents d'immigration au-delà de cela.

Que dois-je faire si l'application de la loi en matière d'immigration visite mon entreprise?

Les services de police en matière d'immigration ne peuvent entrer dans votre entreprise que s'ils ont une autorisation écrite:

- Un mandat avec le nom de la personne recherchée
- Une lettre d'un directeur adjoint du Home Office, qui doit indiquer le nom de la personne recherchée.

Dans de nombreux cas, l'application de la loi en matière d'immigration oblige les gens à signer un formulaire de consentement, ce qui signifie qu'ils comptent sur votre accord volontaire pour entrer dans l'entreprise et enquêter. Vous n'êtes pas obligé de le signer et vous pouvez leur demander poliment de quitter votre entreprise (s'ils sont déjà entrés). Si cela se produit, vous pouvez vous attendre à ce qu'ils reviennent avec une autorisation écrite dans quelques jours ou quelques semaines.

Vous n'êtes pas obligé de les laisser entrer dans votre entreprise s'ils n'ont pas d'autorisation écrite.

Et si je suis surpris en train d'employer quelqu'un qui n'a pas la permission de travailler?

Vous pouvez être condamné à une amende allant jusqu'à 20 000 £ par travailleur sans papiers ou à une peine de prison pouvant aller jusqu'à 5 ans ou les deux. Personne n'a encore été envoyé en prison pour avoir employé quelqu'un sans autorisation de travailler. Les agents d'immigration ont également de nouveaux pouvoirs pour retirer des biens ou des revenus ou fermer des entreprises.

Si une sanction vous est infligée, vous devez immédiatement demander l'avis d'un avocat. Même si vous êtes surpris en train

d'employer quelqu'un illégalement, il existe des moyens de faire appel ou de réduire l'amende.

Que sont les chèques «droit au travail»?

Les lois sur l'immigration ont accru la responsabilité des employeurs quant au statut d'immigration de leurs employés, migrants et travailleurs britanniques issus de BAME. Les employeurs sont tenus d'effectuer des contrôles du «droit au travail». Certains employeurs utilisent un service de vérification des employeurs (ECS) pour évaluer le «droit au travail».

Les chèques ECS émettent des avis de vérification négatifs pour les personnes qui ne sont pas soumises aux règles d'immigration. Des erreurs peuvent survenir au cours de ce processus, ce qui peut vous mettre dans une position difficile. Les responsables du Home Office peuvent donner de mauvais conseils en ce qui concerne le droit au travail. En conséquence, les employeurs qui ne sont pas des experts en immigration sont susceptibles de vous suspendre ou de résilier votre contrat sur-le-champ, il est donc urgent de demander conseil au plus vite, de vous renseigner sur vos droits en matière d'immigration / d'emploi.

Et si je suis surpris en train de travailler illégalement?

Les personnes sans droit de travail pourraient voir leurs revenus ou leurs propriétés confisqués par le gouvernement. Dans certains cas, il existe également un risque d'être détenu et / ou expulsé.

>>>> Réseau anti-raids

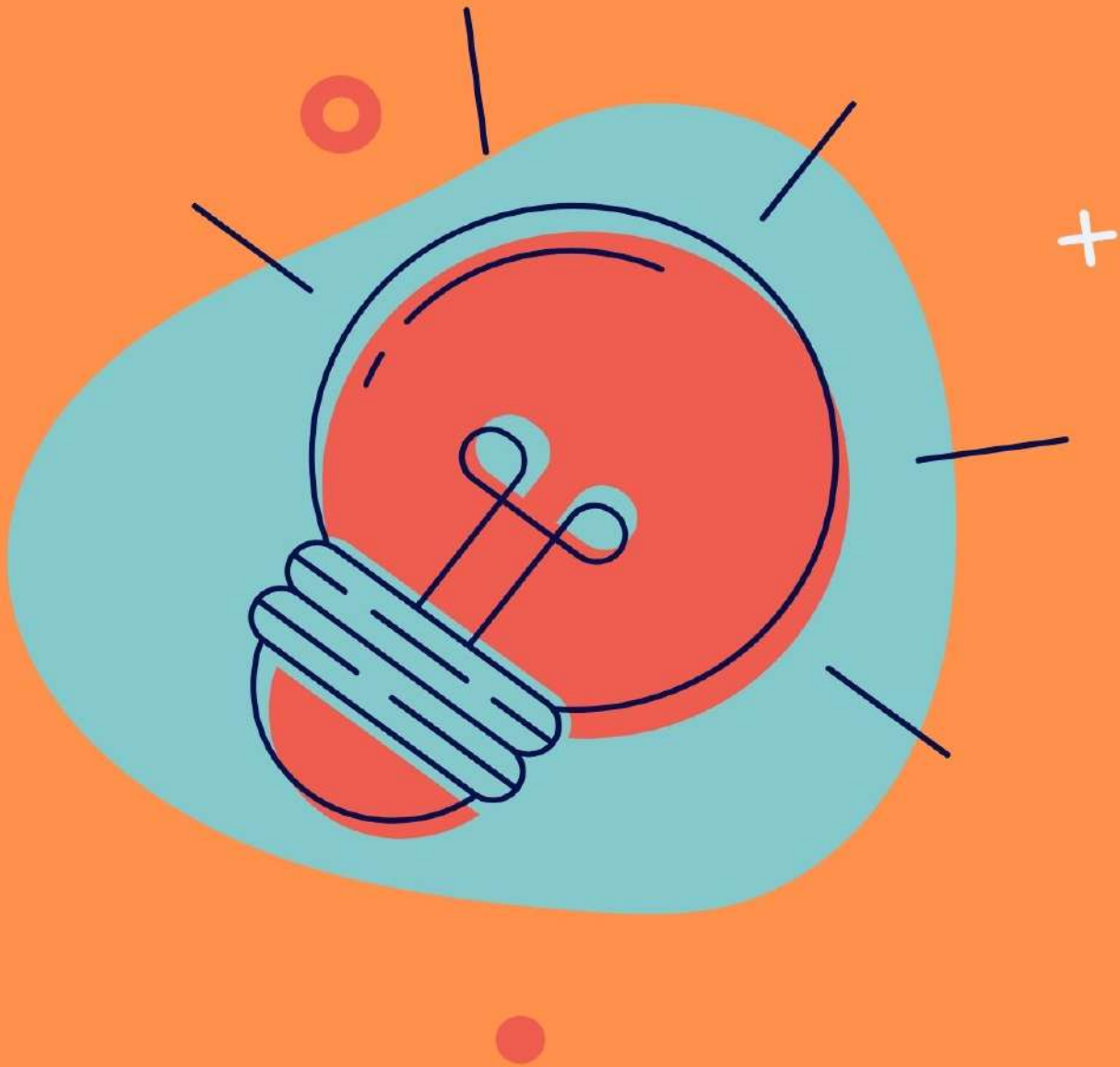
<http://antiraid.net/immigration-checks-know-your-rights> (disponible en différentes langues)

Réseau des droits des migrants 020 8123 6021 du lundi au vendredi de 9h30 à 17h30

courriel: info@migrantsrights.org.uk

Mise en liberté sous caution pour les détenus migrants 020 3745
5226 (Si vous avez été détenu et avez besoin de soutien)

Exploitation



Je m'inquiète pour ma rémunération et mes conditions de travail. Que devrais-je faire?

Vous pourriez être victime d'exploitation en milieu de travail si:

- votre employeur ne vous paie pas ce que vous avez convenu
- on ne vous permet pas de pauses ou de temps libre
- on ne vous donne pas l'équipement adéquat pour faire votre travail en toute sécurité
- vous travaillez dans des conditions dangereuses ou insalubres
- vous êtes menacé ou subissez de la violence ou
- votre employeur a pris vos papiers d'identité ou votre passeport.

Si cela vous arrive, vous pouvez contacter les Gangmasters and Labour Abuse Authority. Ils sont l'agence gouvernementale chargée de protéger les travailleurs contre l'exploitation. Vous pouvez les appeler de manière anonyme au 0800 432 0804 ou par e-mail à intelligence@gla.gov.uk . Cependant, si vous êtes sans papiers, ce n'est peut-être pas la meilleure option pour vous.

Si vous préférez contacter un organisme de bienfaisance indépendant pour obtenir des informations et du soutien, vous pouvez appeler la ligne d'assistance Modern Slavery au 0800 121 7000. Ils peuvent vous conseiller sur vos droits en tant que victime potentielle d'exploitation au Royaume-Uni, quel que soit votre statut d'immigration. Ils fournissent une assistance dans plusieurs langues et les appels sont confidentiels.

Où puis-je obtenir des conseils sur mes droits au travail?

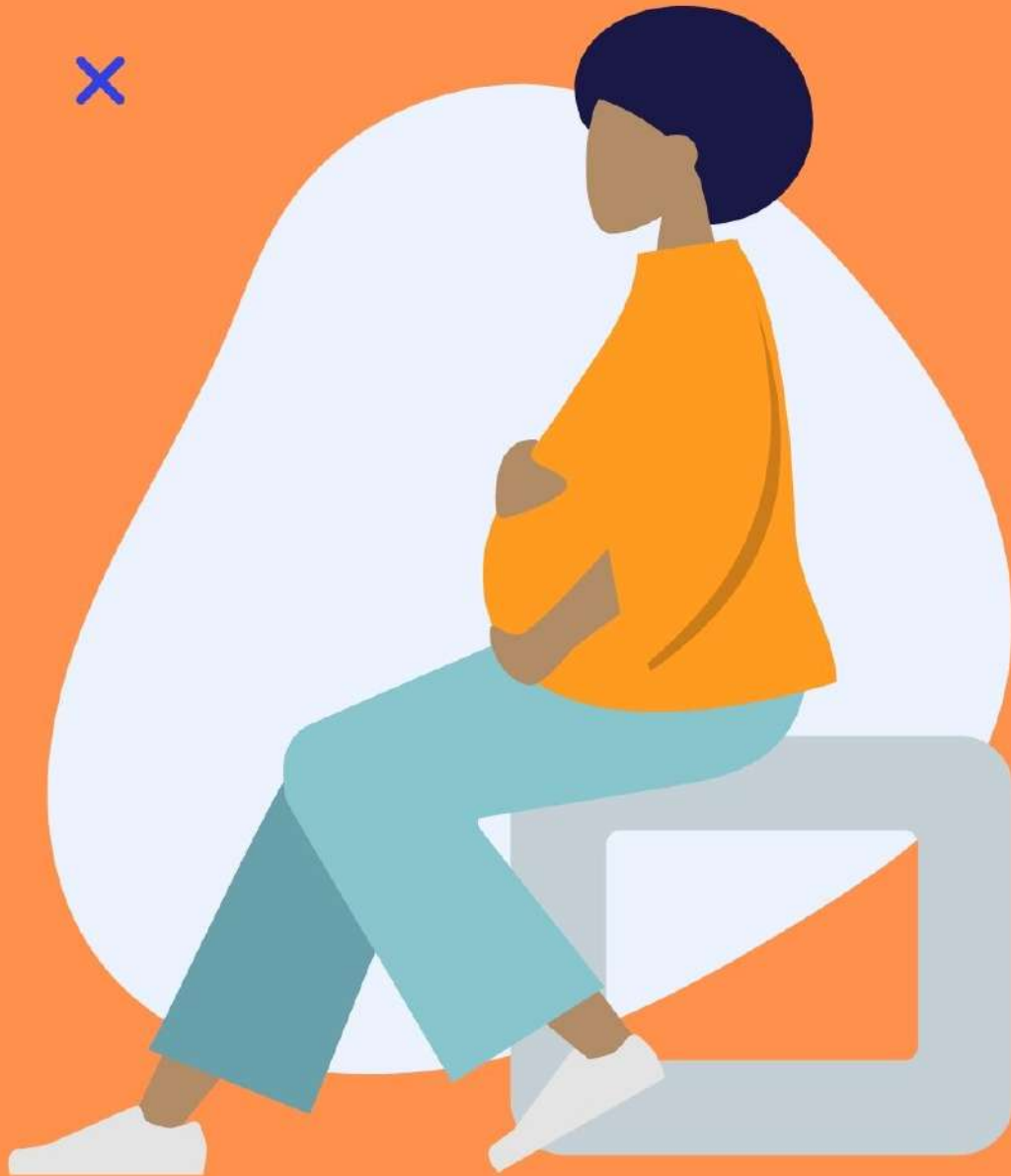
Si vous n'êtes pas sûr de vos droits au travail, vous pouvez appeler l' ACAS sur 0300 123 1100 ou visitez www.acas.org.uk . Acas est une ligne d'assistance gouvernementale qui aide également les travailleurs et les employeurs à résoudre les problèmes en milieu de travail.

Vous pouvez également trouver des informations sur vos droits au travail via l'Emploi Rights Hub de la Greater London

Authority: <https://www.london.gov.uk/what-we-do/employment-rights-hub> . Vous y trouverez une liste de services de conseil en emploi indépendants, gratuits et confidentiels gérés par une organisation travaillant avec des migrants au Royaume-Uni, notamment:

- Migrants au travail: https://migrant-at-work.webnode.co.uk/?fbclid=IwAR1DbBguopG7y3C8edL_RKcy_douhRwGJj1zDVQq-ErtY4nkTw4aBJ4SFI
- Réseau des centres juridiques: <https://www.lawcentres.org.uk/about-law-centres/law-centres-on-google-maps/alphabetically>
- Centre de ressources de l'Europe de l'Est: <http://www.eeac.org.uk/>
- Centre des droits au travail: <https://www.workrightscentre.org/>
- Kalayaan (travail domestique): <http://www.kalayaan.org.uk/>
- Service des droits des femmes d'Amérique latine: <http://www.lawrs.org.uk/>

Santé



Chacun a le droit de s'inscrire auprès d'un médecin généraliste et de recevoir des «soins primaires» gratuits quel que soit son statut d'immigration. Les soins primaires comprennent également les dentistes, les pharmacies et les optométristes (où vous pouvez faire tester votre vue).

Vous devrez peut-être remplir un formulaire HC1 pour obtenir des soins dentaires gratuits, une prescription gratuite et un examen de la vue gratuit. Si vous avez besoin d'aide, contactez Médecins du Monde (détails ci-dessous).

Les services suivants doivent toujours être gratuits:

- Traitement administré en cas d'accident et d'urgence
- Diagnostic et traitement de maladies infectieuses spécifiques et d'infections sexuellement transmissibles (par exemple tuberculose, VIH)
- Planification familiale (contraception et conseils, mais pas d'interruption de grossesse)
- Services fournis dans le cadre de la ligne de conseil téléphonique NHS 111 »Visiteurs de la santé et infirmières scolaires.
- Le test du COVID-19 est gratuit. Si le résultat du test est positif, le traitement pour COVID-19 est gratuit.

Les réfugiés et les demandeurs d'asile ont droit à des soins hospitaliers gratuits , mais les demandeurs d'asile refusés et les migrants sans papiers peuvent être inculpés.

Vous ne devriez pas être facturé pour des soins de santé quel que soit votre statut d'immigration si vous êtes: »victime de la traite ou de l'esclavage moderne» Besoin d'un traitement pour des conditions causées par la torture, les mutilations génitales féminines, la violence domestique ou la violence sexuelle »Un demandeur d'asile refusé Soutien «article 95» ou «article 4 (2)» »Soutenu par une autorité locale en vertu de la loi sur les soins de 2014» En détention pour immigrants »Un enfant sous la garde d'une autorité locale» Recevoir un traitement en vertu de la loi sur la santé mentale.

Ce qui est nouveau?

Il y a différents changements que vous devez savoir sur l'accès aux services de santé. Nous les avons divisés en trois sections.

1. Services de santé hospitaliers et communautaires

- Les migrants sans papiers peuvent être facturés pour les services de santé hospitaliers ou communautaires (voir les exceptions ci-dessus). Ceci est également vrai pour les personnes ayant un visa de courte durée et les demandeurs d'asile refusés
- Depuis le 23 octobre 2017, le gouvernement veut facturer à l'avance les soins de santé, obligeant les hôpitaux et les services de santé communautaires à vérifier les documents de chaque patient, y compris les passeports et les justificatifs de domicile. Les soins non urgents seront refusés si un patient ne peut pas payer
- Si vous êtes enceinte et si vous êtes une migrante sans papiers, vous n'aurez pas à payer à l'avance mais vous recevrez quand même une facture. Cela s'applique à tous les soins prénatals, à la naissance et postnatals. Si un médecin pense que vous avez besoin d'un traitement urgent ou immédiat, vous n'aurez pas à payer à l'avance, mais vous serez facturé plus tard. Si vous avez besoin d'un traitement urgent qui entraînera une douleur / un handicap important ou que votre état s'aggravera considérablement, vous devriez recevoir un traitement. Dans d'autres cas, un traitement urgent peut être retardé, et donc non fourni.

2. Supplément de santé pour les demandes d'immigration

- Les personnes extérieures à l'Union européenne qui demandent à entrer ou à rester au Royaume-Uni doivent payer un «supplément santé» dans le cadre de leur demande. Le supplément est de 300 £ par an pour les étudiants et de 400 £ par an pour toutes les autres demandes de visa et d'immigration pour le moment, mais les coûts seront augmentés de 624 £ par demandeur à partir d'octobre 2020 par le gouvernement. Les personnes à charge, comme les enfants, devront généralement

payer le même montant. Par exemple, un adulte avec deux enfants faisant une demande pour rester au Royaume-Uni devra payer 1200 £ par an pour le moment, et à partir d'octobre 2020, cela passera à 1872 £. Le personnel du NHS et des services sociaux est désormais exempté de cette surtaxe.

- Vous n'aurez peut-être pas à payer si vous pouvez montrer que vous êtes sans ressources. Si vous êtes sans abri ou si vous n'avez pas assez d'argent pour acheter de la nourriture, vous êtes considéré comme sans ressources.

3. Partage d'informations entre le Home Office et le National Health Service (NHS)

Le NHS partage des informations sur les patients avec le Home Office:

- Si vous avez besoin d'un traitement hospitalier, la confiance de l'hôpital du NHS peut contacter le Home Office et partager des informations vous concernant pour vérifier votre statut d'immigration.
- Si vous avez une facture d'hôpital de plus de 500 £ impayée depuis deux mois ou plus, le NHS peut en informer le Home Office

Que dois-je faire si je reçois une facture que je ne peux pas payer?

Il est très important de ne pas ignorer les factures d'hôpital. Vous devez contacter l'hôpital même si vous ne pouvez pas payer. L'hôpital devrait être en mesure de vous proposer un plan de remboursement - il suffit de leur demander. S'ils ne le souhaitent pas, vous devez contacter votre service local de conseil en matière de dette (par exemple, Citizen's Advice) qui devrait être en mesure de vous aider. Vous pourrez peut-être rembourser un peu les factures chaque mois.

Votre demande d'autorisation de séjour ou d'entrée peut être refusée si vous êtes endetté envers le NHS.

>>> Si vous devez remplir un formulaire HC1 (pour une prescription gratuite, des soins dentaires et des examens de la vue), si un cabinet de médecin généraliste refuse de vous inscrire sans adresse, si vous êtes préoccupé par une facture d'hôpital ou une dette, si un hôpital refuse de vous traiter sans paiement, contactez Doctors of the World pour obtenir de l'aide et des conseils.

Ligne de conseil de Médecins du Monde Clinic: 0808 1647686
ou email clinic@doctorsoftheworld.org.uk

Du lundi au vendredi de 10h à 12h.

Action de maternité

Ligne conseil: 0808 800 0041 (appel gratuit) les jeudis de 10 h 00 à 12 h 00 uniquement

Logemont



Ce qui est nouveau?

Ces règles s'appliquent uniquement en Angleterre pour le moment, pas en Écosse, en Irlande du Nord ou au Pays de Galles.

Le Home Office a rendu illégal pour les propriétaires de louer à quelqu'un qui n'a pas l'autorisation de rester * ou de quitter pour entrer *. Tous les propriétaires et agents immobiliers doivent vérifier le statut d'immigration de leurs locataires pour s'assurer qu'il est légal de leur louer.

Si un propriétaire ou un agent ne fait pas les vérifications et loue une propriété à un adulte qui n'a pas le droit de louer, il pourrait être condamné à une amende allant jusqu'à 3000 £ par adulte ou à une peine allant jusqu'à 5 ans de prison.

Les propriétaires ont également de nouveaux pouvoirs pour expulser les locataires si une propriété est occupée par un ou plusieurs adultes qui ne sont pas autorisés à louer en raison de leur statut d'immigration. Si aucun locataire n'a le droit de louer, les propriétaires n'ont pas besoin d'une ordonnance du tribunal, seulement une lettre donnant un préavis de 28 jours pour quitter. Si seulement certains des locataires n'ont pas le droit de louer, les propriétaires auront besoin d'une ordonnance du tribunal pour expulser.

Ai-je le droit de louer?

Vous n'êtes pas autorisé à louer si:

- vous n'avez pas la permission d'entrer ou de vivre au Royaume-Uni
- vous êtes un demandeur d'asile qui n'a pas encore reçu de décision sur votre cas Vous avez un droit de location limité dans le temps

Si vous avez la permission de travailler ou de rester au Royaume-Uni pendant une période limitée. Cela signifie que votre propriétaire ou agent immobilier devra vérifier vos documents au début de votre location ET:

- Après 12 mois ou après l'expiration de votre période de congé, selon la période la plus longue.

Vous disposez d'un droit de location illimité si vous:

- Êtes citoyen britannique
- Vous êtes un Espace économique européen (EEE) ou un citoyen suisse
- Vous avez le droit permanent de vivre au Royaume-Uni, par exemple vous avez un congé illimité (ILR) au Royaume-Uni.

Et si le Home Office a mes documents?

Si le Home Office a vos documents, les propriétaires peuvent utiliser l'outil de vérification en ligne du Home

Office: <https://eforms.homeoffice.gov.uk/outreach/lcs-application.ofml> .

Y a-t-il des exceptions aux règles?

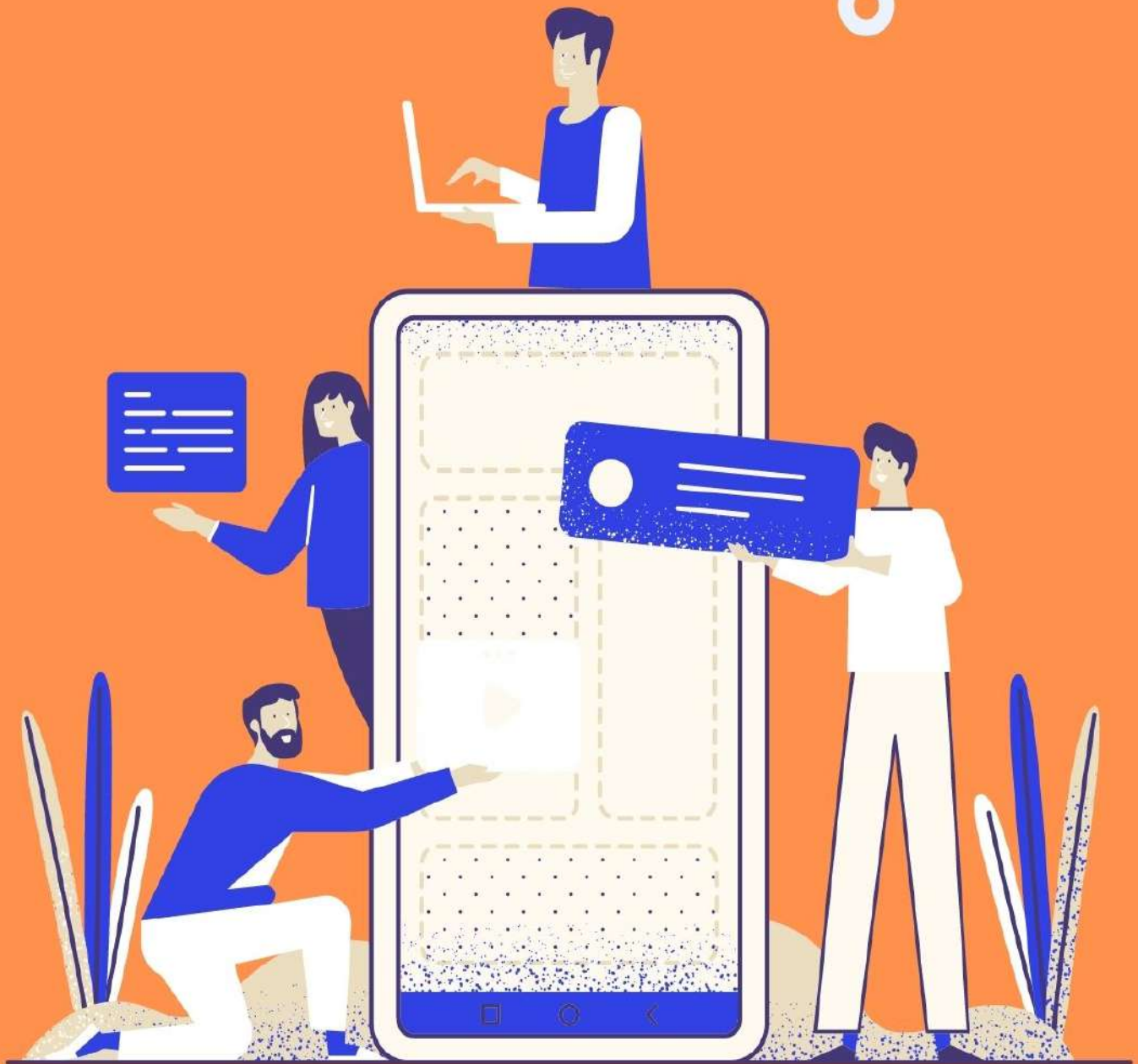
Si vous n'avez pas le droit de louer mais estimez qu'il y a des raisons pour lesquelles une exception devrait être faite dans votre cas, vous pouvez demander le droit de louer au Home Office. Cela peut s'appliquer si vous ne pouvez pas quitter le pays en toute sécurité.

>>>> JCWI

<https://www.jcwi.org.uk/right-to-rent-toolkit-for-tenants-and-advisors>

Conseils juridiques gratuits et confidentiels pour les sans-papiers, appelez la ligne d'assistance JCWI au 020 7553 7470 entre 10h et 13h les lundis, mardis et jeudis.

Services sociaux



Ce qui est nouveau?

Certaines modifications ont été apportées à la loi en 2016, mais le ministère de l'Intérieur n'a pas expliqué comment ces changements fonctionneraient et quand ils se produiraient. Pour l'instant, cela signifie que rien n'a changé dans la pratique.

Une exception, en particulier à Londres, est que de nombreuses autorités locales ont maintenant des agents d'immigration travaillant dans leurs bureaux. Ils peuvent vous demander de les rencontrer si vous demandez l'aide des autorités locales. Si vous avez refusé de rencontrer l'agent chargé de l'application des lois sur l'immigration des autorités locales, cela peut être utilisé contre votre demande.

Ci-dessous, nous expliquons comment les règles fonctionnent actuellement.

Qu'est-ce que «aucun recours aux fonds publics» (NRPF)?

«Aucun recours aux fonds publics» (NRPF) est une restriction légale. Il empêche certaines personnes de réclamer des prestations sociales et d'accéder à l'aide au logement.

La restriction s'applique aux personnes extérieures à l'Espace économique européen (EEE) qui:

- Besoin d'un congé pour rester au Royaume-Uni, mais ne l'ont pas Cela comprend les personnes sans papiers ou qui ont dépassé la durée de leur visa
- Avoir l'autorisation de rester, mais faire tamponner NRPF sur son permis de séjour biométrique
- Avoir un congé pour rester dans une entreprise d'entretien, ce qui signifie que lorsque vous avez postulé, quelqu'un a accepté de payer vos dépenses et votre logement. Ils sont appelés un sponsor
- Attendez le résultat d'un appel.

Quand une aide est-elle disponible pour les familles sans recours aux fonds publics?

La loi stipule que les conseils locaux doivent protéger le bien-être des «enfants dans le besoin» dans leur région. Votre enfant sera presque certainement `` dans le besoin " si:

- Votre famille est sans abri; ou
- Votre famille n'a pas assez d'argent pour subvenir aux besoins de base (par exemple, nourriture et vêtements).

Votre conseil local peut avoir le devoir de fournir à votre famille un logement et / ou un soutien financier.

Les autorités locales ne peuvent pas conseiller à votre famille de retourner dans votre pays d'origine s'il existe un obstacle juridique ou pratique à votre retour (par exemple, votre famille attend que le ministère de l'Intérieur se prononce sur une demande d'autorisation de séjour). Vous devriez demander des conseils juridiques et de l'aide avant de faire une demande si vous le pouvez.

Quand une aide est-elle disponible pour les personnes sans recours aux fonds publics?

Si vous êtes sans abri et sans ressources et:

- vous êtes handicapé, âgé ou souffrant d'une maladie grave de longue durée, ou

- vous avez besoin de `` soins et d'attention " pour une autre raison

Vous pourrez peut-être obtenir une aide limitée pour le logement et un soutien financier de la part de votre conseil local.

La loi à ce sujet est complexe et vous devriez demander des conseils juridiques et de l'aide avant de faire une demande si vous le pouvez.

>>>> Droits au logement

www.housing-rights.info

Projet 17

<https://www.project17.org.uk/resources/guide-to-accessing-support/guidance-on-section-17-support/>

Tél: 07963 509044

Crime haineux



Les crimes de haine ou les incidents de haine sont des actes d'hostilité envers vous en raison de votre appartenance ethnique, de votre religion, de votre foi, de votre handicap, de votre identité transgenre ou de votre orientation sexuelle. Vous pouvez faire un rapport si la haine était dirigée contre vous ou si vous l'avez vue arriver à quelqu'un d'autre. Il peut s'agir des membres de votre famille, de vos amis, de quelqu'un que vous venez de rencontrer ou de quelqu'un que vous ne connaissez pas.

Les crimes haineux peuvent se produire n'importe où, cela peut se produire chez vous, dans un bus, dans un parc, à l'école ou à l'université.

Quels sont des exemples de crimes haineux?

Les gens portent des jugements sur vous et vous ont attaqués à cause de ces jugements. Ce n'est pas acceptable au Royaume-Uni. Cela peut aussi être illégal et un crime de le faire! Vous avez le droit de vous sentir en sécurité chez vous, dans les collectivités et dans les espaces publics.

Il y a beaucoup de choses qui peuvent arriver aux gens qui sont inacceptables et qui deviennent un incident de haine là où elles sont commises parce que quelqu'un a émis des jugements à votre sujet.

Ils peuvent être:

- être poussé, harcelé ou menacé,
 - avoir quelque chose jeté sur vous ou avoir quelque chose de mauvais posté à travers votre boîte aux lettres,
- quelqu'un vous approche de manière menaçante,
- gestes offensants non verbaux ou mimétisme à votre rencontre,
- être craché, battu ou frappé,

- se faire traiter de noms grossiers, se moquer ou avoir des blagues méchantes dirigé vers vous,
- votre propriété est endommagée ou volée,
- être attaqué par un voisin,
- incendie criminel ou différends avec des voisins ou
- être victime d'intimidation en raison de votre handicap, de votre race, de votre religion, orientation sexuelle ou identité transgenre.

Que puis-je faire si je suis victime ou témoin de crimes haineux?

Si vous êtes victime d'une forme quelconque de crime haineux, il est important de signaler votre situation. Le signalement de votre situation peut aider à faire en sorte que l'incident ne se poursuive pas et aider la police à mieux répondre aux incidents de crime haineux.

Si votre situation est une urgence, appelez la police au 999. Cela inclut si vous pensez que votre vie ou celle de quelqu'un d'autre est en danger, que vous êtes physiquement attaqué ou si votre agresseur est à proximité.

Et si mon incident de crime haineux implique la police?

Vous pouvez déposer une plainte au sujet de votre expérience d'un personnel de police membre en communiquant avec la Commission des plaintes concernant la police indépendante sur www.ipcc.gov.uk . Vous pouvez également obtenir des conseils sur votre situation en contactant la ligne d'assistance 24 heures sur 24 de Stop Hate UK au: 0800138 1625.

Si je le signale, que se passe-t-il alors?

Lorsque vous signalez un crime de haine, la police prendra toutes les mesures nécessaires pour garantir votre sécurité. Ils viendront vous voir, sauf si vous préférez les rencontrer au poste de police ou parler au téléphone, et vos coordonnées seront prises de manière confidentielle. La police écoutera votre récit de ce qui s'est passé et vous offrira le soutien d'autres organisations telles que Victim Support, tout au long de l'enquête. La police examinera également les moyens d'empêcher la personne de vous contacter si nécessaire. On ne vous demandera pas de parler, de confronter ou d'avoir un contact direct avec la personne, mais on vous demandera peut-être de:

- faire une déclaration,
- Donner toute preuve que vous pourriez avoir, comme un téléphone portable
images ou vidéosurveillance, blessures ou photographies,
- Donner une déclaration de la victime qui est; ce que tu ressens à propos de quoi
vous est arrivé et comment votre vie a été affectée et
- Témoigner devant le tribunal avec l'aide d'un Victim Support représentant.

Toute information que vous donnez sur un incident peut être importante et peut être liée à un incident similaire survenu à quelqu'un d'autre dans votre région. La police peut connaître la personne et peut être en mesure d'obtenir des preuves de l'incident grâce à un téléphone mobile ou à des images de vidéosurveillance. Ils peuvent même être en mesure d'empêcher que l'incident ne dégénère en crimes haineux plus graves. Assurez-vous donc de le signaler à quelqu'un.

Je suis demandeur d'asile et je ne veux pas attirer l'attention sur moi. Que puis-je faire?

Les crimes et incidents de haine sont traités par votre police locale et n'ont aucun impact sur votre demande d'asile. Si quelqu'un essaie de vous blesser à cause de qui vous êtes ou de qui il pense que vous êtes, ce n'est pas de votre faute. La police travaillera avec vous pour s'assurer que l'enquête n'interrompt pas vos rendez-vous de demande d'asile et que les détails de votre rapport de crime haineux ne seront pas transmis au propriétaire de votre dossier au ministère de l'Intérieur.

De plus, signaler un incident haineux n'affectera pas votre logement ou votre aide au logement, mais si vous avez besoin d'un logement plus sûr en raison de votre incident haineux, vous serez soutenu.

Comment signaler un incident de crime haineux?

>> Vous pouvez signaler l'incident à Victim Support en appelant le 0300303 1982 ou sur leur page

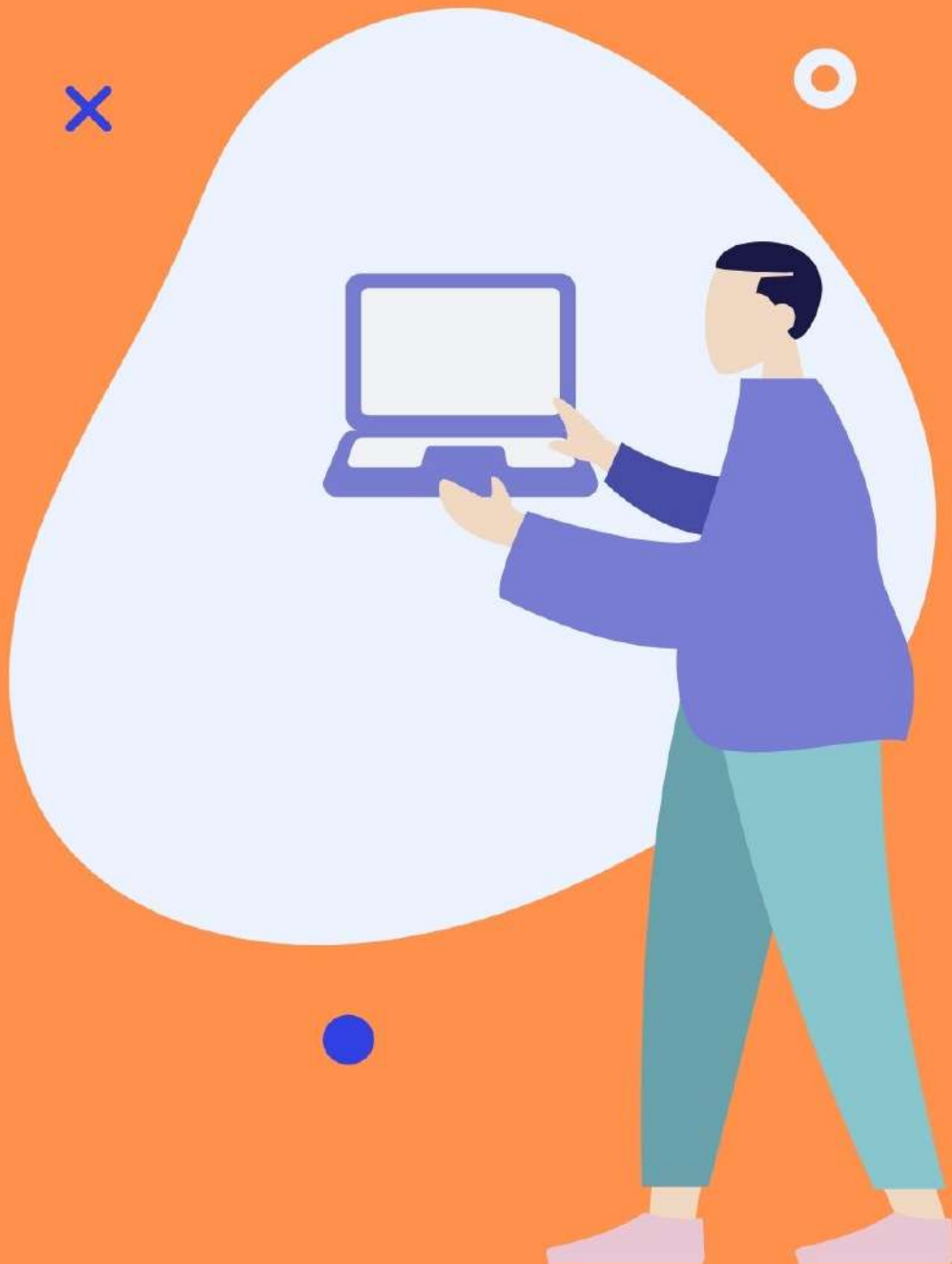
Web, <https://www.reportheate.victimsupport.org.uk/hate-crime/> , qui a un formulaire à envoyer par e-mail dans votre langue si vous préférez. Quelqu'un d'autre peut signaler l'incident pour vous si vous ne souhaitez pas le faire vous-même. Toute information sur l'incident peut être utile, même si vous ne connaissez pas tous les détails.

>> Si vous êtes victime d'un crime de haine en raison de votre transgenre ou de votre orientation sexuelle, vous pouvez également contacter Stop Hate UK au: 0808801 0661

>> Si vous êtes victime d'un crime de haine en raison de votre handicap, vous pouvez également contacter Stop Hate UK au: 0808802 1155.

>> Vous pouvez également vivre d'autres moments de haine par SMS à Stop Hate UK au: 07717 989 025. Si vous avez besoin d'un relais de texte si vous êtes sourd, avez une déficience auditive ou de la parole, vous pouvez envoyer un SMS au: 18001 0800 138 1625 .

Droits numériques



Qu'est-ce qui se passe?

Un individu dispose d'un certain nombre de droits dont il dispose en vertu de la loi de 2018 sur la protection des données sur lesquels il peut être invoqué si vous êtes concerné:

- Que vos données personnelles sont utilisées illégalement;
- Il y a une erreur dans vos données personnelles qui doit être corrigée;
- Que vous vous opposez ou souhaitez restreindre le traitement, ou effacer vos données personnelles.
- Que vous soyez soumis à un profilage ou à une prise de décision automatisée (décisions prises par un algorithme).

Quels sont mes droits?

Une personne a le droit de confirmer auprès d'un responsable du traitement (toute organisation pouvant détenir vos données personnelles, telle qu'une autorité locale, un employeur, un propriétaire, un médecin ou une école) si ses données personnelles sont traitées ou non, et là où elles sont traitées, accès aux données personnelles et aux informations suivantes:

| Informations que vous devriez recevoir | Norme de protection des données |
|--|--|
| Pourquoi ils traitent vos données | Les finalités du traitement de vos données |
| Quels types de données personnelles ils traitent | Catégories de données personnelles. |
| Combien de temps ils conserveront vos données personnelles | Combien de temps vos données personnelles seront conservées. |

| | |
|--|--|
| Vos autres droits en vertu de la loi de 2018 sur la protection des données | L'existence du droit de demander la rectification, l'effacement, la limitation du traitement ou l'opposition au traitement de vos données personnelles. |
| À qui vous pouvez déposer une plainte | Le droit de déposer une plainte auprès d'une autorité de contrôle. |
| Lorsqu'ils n'ont pas collecté les données personnelles auprès de vous, de qui ils les ont obtenues. | Lorsque les données personnelles ne sont pas collectées auprès de la personne concernée, toute information disponible quant à leur source. |
| S'il y a eu une décision prise à votre sujet par un algorithme et des informations sur la façon dont cette décision a été prise. | L'existence d'une prise de décision automatisée, y compris le profilage, et, dans certains cas, des informations significatives sur la logique impliquée ainsi que sur l'importance et les conséquences envisagées pour la personne concernée. |

Vous avez le droit de recevoir gratuitement une copie de vos données personnelles en cours de traitement et des informations ci-dessus.

Je vois une erreur sur les données personnelles qu'ils détiennent - que puis-je faire?

Vous avez le droit d'obtenir du responsable du traitement dans les meilleurs délais la correction des données personnelles inexactes qu'il détient à votre sujet (article 16 du RGPD). Vous pouvez le faire en fournissant une déclaration au responsable du traitement. Le responsable du traitement doit vous communiquer cette correction, ainsi qu'à chacune des autres organisations auxquelles il a divulgué vos données, sauf si cela s'avère impossible ou implique un effort

disproportionné, et il doit vous informer qui sont ces organisations si vous le demandez.

Je souhaite effacer les données personnelles, restreindre le traitement des données personnelles ou m'opposer à leur traitement

Vous avez le droit de demander la suppression (" droit à l'oubli ") (article 17) si les données ne sont plus nécessaires aux fins pour lesquelles elles ont été collectées, ou si le responsable du traitement traite les données sur la base de votre consentement, vous retirez ce consentement et il n'y a pas d'autre fondement juridique pour le traitement.

Vous avez le droit de restreindre le traitement (empêcher son traitement) (article 18) si, par exemple, vous soutenez que les données sont inexactes et que le responsable du traitement doit vérifier cela.

Vous avez le droit de vous opposer au traitement des données personnelles des données personnelles si elles sont traitées pour des raisons spécifiques:

- une tâche d'intérêt public ou l'exercice de l'autorité publique (**de nombreux traitements par les autorités publiques seront effectués dans le cadre de ce traitement**).

- Elle est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par le responsable du traitement (**elle n'est pas disponible pour les activités des tâches publiques, il est donc peu probable qu'elle le soit**)

Si vous vous opposez, il appartient au responsable du traitement de montrer qu'il existe une raison impérieuse de continuer à traiter les données qui l'emportent sur vos droits et libertés fondamentaux.

On m'a dit que la décision prise à mon sujet a été prise par prise de décision automatisée

Vous avez le droit de ne pas être soumis à une décision basée uniquement sur une prise de décision automatisée si elle produit des effets juridiques ou similaires significatifs, à moins que des conditions spécifiques ne s'appliquent.

Vous avez le droit d'être informé de l'existence de ce type de prise de décision et de recevoir des informations significatives sur la logique derrière la décision. En outre, vous avez le droit d'obtenir une intervention humaine du responsable du traitement, ou d'exprimer votre point de vue et de contester la décision. Ce droit pourrait être particulièrement important pour les systèmes futurs, comme le contrôle des visas ou le droit de l'employeur au travail.

Je n'ai pas reçu toutes les données personnelles que je m'attendais à recevoir ou le responsable du traitement refuse de me fournir des informations sur les personnes avec lesquelles mes données ont été partagées ou d'exercer mon droit d'effacement, de restriction ou d'opposition.

Cela peut être le résultat d'exemptions de la loi de 2018 sur la protection des données visant spécifiquement les personnes ayant un statut d'immigration ou impliquées dans le processus d'immigration.

Le gouvernement a inclus une exemption dans la loi de 2018 sur la protection des données qui restreindrait les droits d'un individu (comme l'accès, la rectification, la suppression, la restriction,

l'objection) si l'exercice de ces droits «porterait atteinte» au «maintien d'un contrôle effectif de l'immigration» ou «L'enquête ou la détection d'activités qui compromettraient le maintien d'un contrôle efficace de l'immigration.»

Si le responsable du traitement est le Home Office, il doit vous informer que la restriction s'applique et tous les responsables du traitement doivent vous dire que vous avez le droit de vous plaindre ou de faire appel de la décision de restreindre vos droits sur les données.

À qui puis-je m'adresser pour obtenir un soutien supplémentaire?

Le Bureau du commissaire à l'information est le régulateur de la législation sur la protection des données au Royaume-Uni et peut recevoir des plaintes individuelles.

Des organisations comme Open Rights Group, Foxglove et Privacy International cherchent toutes à soutenir les organisations d'immigration et seront ravies de fournir un soutien supplémentaire. Open Rights Group serait particulièrement intéressé de savoir si vous craignez que l'exemption d'immigration restreigne vos droits sur les données.

>> Pour soulever un problème concernant les droits numériques et la protection des données, veuillez contacter l'Open Rights Group à: immigration@openrightsgroup.org



**This guide was produced by
Migrants' Rights Network.**

If you have any questions or wish to
inform us of any incorrect information,
please contact us via:

Migrants' Rights Network

The People's Place
80 – 92 High Street
London, E15 2NE

Tel: +44 (0)20 7424 7386/ 07534 488696

Email: info@migrantsrights.org.uk

Twitter: @migrants_rights

Facebook: Migrants' Rights Network

